**Séminaire public**

**vendredi 12 avril 2013**

**14h30 à 17h**

**Salle des Conseils**

**Université Paris 8**

**« Logiques de recherche,**

**logiques de coopération internationale »**

**GIS-GEMDEV /Université Paris 8, UMR ARTDev/CIRAD,**

**CIRDIS / UQAM**

**Programme de recherche ayant bénéficié du programme d’appui aux recherches innovantes- PARI - (Université Paris VIII)**

*Présentation*

Les formes et modalités des politiques de coopérations et de l’aide internationale se revendiquant du développement se complexifient. La multiplication des acteurs engagés dans ces processus (secteur privé, ONG, mouvements sociaux,…), les interdépendances avec d’autres politiques publiques nationales (politique étrangère, politiques de sécurité, politiques environnementales,…) et internationales (agenda climat,…) et les fonctions multiples assignées à l’aide font des politiques et stratégies de coopération des objets de recherche complexe.

Les politiques de coopération bilatérales sont enchâssées aussi bien dans les espaces politiques nationaux que dans le processus de construction progressive d’un système de normes, de régimes internationaux qui encadrent les initiatives nationales tout en leur fournissant les bases à partir desquelles les mêmes acteurs nationaux construisent, pour partie, leurs stratégies. Aussi bien, le régime de l’aide (objectifs du millénaire, déclaration de Paris,…) que d’autres régimes internationaux (climat, commerce,…) façonnent pour partie les stratégies nationales. En retour, les Etats et d’autres acteurs nationaux (secteur privé, sociétés civiles,…) contribuent à la construction de ces normes internationales qui, en retour, cadrent en partie leur action.

Les stratégies bilatérales de coopération pour le développement ont généralement des points d’ancrage nationaux dans les pays dits « bénéficiaires » de l’aide. Ces pays élaborent et mettent en œuvre des politiques publiques dans des espaces politiques nationaux qui intègrent, transforment, contournent, utilisent ou parfois ignorent les normes internationales et ceux qui les promeuvent (bailleurs de fonds, experts et consultants internationaux, ONG,…). Les « usages » de ces référentiels sont variables. Comme dans toute interaction, les jeux de relation entre les Etats, les acteurs locaux des pays bénéficiaires et les acteurs du champ de l’aide internationale pour le développement se traduisent par des contraintes, des marges de manœuvre et des interdépendances multiples et complexes dont la lecture est de moins en moins aisée.

*Quelques hypothèses*

Nous formulons l’hypothèse générale que ces transformations peuvent difficilement être analysées dans leur globalité, tant le degré et les modalités de leur manifestation varient selon les contextes concrets (secteurs, pays,…) et les moments de leur apparition.

Nous pensons que la mise en perspective de travaux empiriques diversifiés, sur différentes thématiques de l’aide internationale pour le développement, peut permettre de dégager quelques lignes de convergences dans ce processus complexe de transformation des modes de coopération pour le développement.

En effet, d’ores et déjà, dans différents secteurs de l’aide internationale pour le développement, a priori très éloignés (santé, agriculture, mines,…), des transformations s’opèrent dans des directions parfois convergentes et souvent paradoxales :

* Sous l’impulsion d’une rhétorique de la bonne gouvernance et de la participation, les acteurs de l’aide internationale pour le développement adoptent parfois des pratiques qui court-circuitent les acteurs locaux (Etats des pays du Sud, acteurs infra-étatiques).
* Le secteur privé est parfois invité à assumer des fonctions traditionnellement dévolues aux pouvoirs publics (concertation avec les populations locales, investissement dans des infrastructures locales d’intérêt général,…) dans un jeu complexe et ambigu ou les deux protagonistes, secteur privé et puissance publique, cherchent à mobiliser l’autre partie, et ses moyens, au profit de stratégies de court terme ne prenant pas toujours en compte des objectifs et intérêt de moyen ou long terme.
* La complexification croissante des processus de coopération et d’aide au développement s’accompagnent d’une opacité de plus en plus fréquente des décisions (dans le cadre notamment de coopérations avec les pays émergents) et d’une imputabilité de plus en plus difficile des décisions envers les citoyens des pays concernés. Sous couvert de partenariats multi-acteurs, la « dilution des responsabilités » semble gagner dans la définition des politiques et leur mise en œuvre, rendant plus difficile la « traçabilité » des décisions et de leurs impacts.
* L’intervention de plus en plus fréquente et combinée de différents niveaux de gouvernance (local, national, régional et international) participe de cette opacité et pose la question plus large et fondamentales des communautés politiques engagées et concernées par les décisions prises (et devant lesquelles les comptes doivent être rendus).

En conséquence, ce programme de recherche s’est concentré sur deux bailleurs de fonds, le Canada et la France et deux secteurs, l’agriculture et les mines. Il s’agit de comprendre les processus de production de ces deux politiques de coopération et de les comparer. Au-delà de cette recherche sur ces nouvelles logiques de production des politiques de coopération au développement, il s’agit de construire un retour « réflexif » sur la place du chercheur dans la construction de ces politiques de coopération et d’alimenter plus généralement la réflexion sur les rapports entre production de savoir et construction des politiques de développement. Un chercheur qu’il soit dans un organisme de recherche ou de statut universitaire travaille-t-il sur, pour et/ou dans le développement ?

Ce travail a mobilisé plusieurs chercheurs :

Participant au Canada :

* Bonnie Campbell, Professeure d’Economie politique au département de Sciences politiques de l’Université du Québec à Montréal (UQAM), directrice du CIRDIS
* Gabriel Goyette-Côté, politiste, chercheur au CIRDIS/UQAM
* Dominique Caouette, politiste, professeur, Université de Montréal

Participants en France :

* Nora Binet, doctorante sciences politiques, CERI Sciences Po Paris,
* Denis Pesche, directeur de l’UMR ART Dev, CIRAD/Montpellier, membre du Comité de direction du GEMDEV
* Vincent Ribier, économiste, chercheur UMR ART Dev, CIRAD/Nogent-sur-Marne, membre du Comité de direction du GEMDEV
* Jean-Jacques Gabas, économiste, chercheur UMR ART Dev,CIRAD/Nogent-sur-Marne, Président d’honneur du GEMDEV et MCF/HDR Université Paris XI
* Michel Vernières, économiste, Professeur émérite Université Paris I, Président d’honneur du GEMDEV,
* Annik Osmont, MCF honoraire, Université Paris 8,
* Jean-Fabien Steck, MCF, géographe, Université Paris X, Président du GEMDEV
* Claire Mainguy, MCF, économiste, Université de Strasbourg, membre du comité de direction du GEMDEV.

Cette recherche a bénéficié d’un soutien financier de l’Université Paris VIII dans le cadre du programme PARI, et également du CIRAD et de l’UQAM.

Un ouvrage présentant les résultats est en cours de rédaction et sera publié en 2013 aux éditions Karthala ; un numéro de la revue *Mondes en développement* est en cours de rédaction et sera publié à l’automne 2013.